

Il faut noter que ce texte ne concerne que l'information transmise par l'A.F.P. sur le Rwanda durant le génocide.

L'auteur ne prétend pas ici que l'A.F.P. ne serait qu'un organe de propagande et de désinformation, son analyse mettant uniquement en lumière certaines dérives (grille de lecture ethnique, reprise des sources officielles) qui, dans le traitement de ce tragique événement, n'ont malheureusement pas été le seul fait de cette agence.

Si l'auteur s'interroge sur "l'indépendance de cette agence de presse", ses interrogations ne concernent donc que le traitement, par l'A.F.P., du génocide des tutsis rwandais et l'élimination des hutus qui s'y opposaient.

iSo

Communiqué :

Génocide rwandais: l'Agence France Presse est-elle un organe de désinformation ?

David Maillard

L'AFP avait une vision ethniste des événements qui avaient lieu au Rwanda en 1994. Jean Chatain, journaliste de L'Humanité, envoyé spécial au Rwanda pendant les événements de 1994 le signalait déjà à l'époque. A la question " quelle vision aviez-vous du Rwanda avant de partir ? ", il répond à Isabelle Gaudin qui l'a interviewé : " Je suis parti avec des points de repères très flous. Et cela tient au fait, entre autres, qu'on était dépendant d'une seule source qui était celle des agences de presse. Honnêtement, il y a eu ici rétention de l'information dans beaucoup de choses. Ainsi pour avoir cette conviction qu'il y avait un génocide, il fallait passer au-delà des sources traditionnelles de l'information de la presse écrite. J'avais acquis ce pressentiment qu'il y avait génocide par différents contacts avec la minorité rwandaise en France, mais aussi en constatant les contradictions dans les sources d'information qu'on avait. Quand on parlait du FPR, l'AFP ne manquait jamais une occasion de parler du général tutsi Kagame et présentait son mouvement comme ethnique alors que le Président était un Hutu. "^{-11.}

1. L'attentat contre l'avion Présidentiel.

Pour commencer, il est intéressant de voir comment a été traité l'attentat contre l'avion Présidentiel. Le 6 avril à 21H16 (soit moins d'une heure après l'événement), tombe une première dépêche AFP, faisant mention d'une information de l'agence de presse Belga à Bruxelles, à qui l'ambassadeur du Rwanda à Bruxelles annonçait que l'avion du Président a été victime d'un attentat, il aurait " été atteint par des tirs " ^[2] en arrivant sur l'aéroport de Kigali.

A 21H48, une seconde dépêche tombe depuis Paris. Le Quai d'Orsay (qui tient ses informations de l'ambassade de France à Kigali) annonce qu'un avion, ayant à son bord les Présidents rwandais et burundais, " s'est écrasé " et qu' " aucune indication n'a été fournie sur les circonstances exactes dans lesquelles les deux chefs d'état ont trouvé la mort " ^[3]. A 1H12 le 7 avril, une nouvelle dépêche tombe depuis New York, où le représentant du Rwanda à l'ONU, Jean-Damascène Bizimana, dit que " l'avion a essuyé des tirs de roquettes " et que " les Présidents ont été assassinés par les ennemis de la paix au Rwanda et au Burundi " ^[4]. On peut voir par cette dernière affirmation que le camp gouvernemental commence à sous-entendre que l'attentat est dû

aux Tutsi en général et au FPR en particulier.

Malgré ces deux dépêches qui font état d'un attentat, la version française, à 11H53 le même jour, ne change pas et parle toujours d'un " *accident qui a coûté la vie aux Présidents rwandais et burundais* " [5]. Il est intéressant de voir que l'AFP privilégie les sources " officielles " françaises plutôt que les sources étrangères, notamment les autres agences de presse.

Entre temps, l'AFP publie une fiche technique sur la République du Rwanda où le Président est présenté comme étant de " *l'ethnie hutue* ", puis dans l'historique, il est dit que le Rwanda est un " *pays déchiré par les guerres tribales* " [6]. On peut voir ici les prémices du traitement envisagé sous un point de vue ethnique des événements. Il semble que l'AFP aborde le sujet avec une bien pauvre image de l'Afrique, ravagée par des " *guerres tribales* "...

Quelques minutes plus tard est publiée la biographie de Juvénal Habyarimana. Là, le Président y est présenté comme issu d'une " *famille aristocratique de l'ethnie hutue, majoritaire dans le pays* " [7]. Il est annoncé comme le Président ayant " *entrouvert la porte au multipartisme* " et le FPR est tout de suite présenté comme étant " *l'ancienne rébellion armée de la minorité tutsie* ". Mais dans ce portrait, rien n'est dit sur le régime autocratique à la tête duquel il était, pas un mot non plus sur ses liens avec la France ou encore sur les précédents massacres qu'a connus le Rwanda.

Le 7 avril à 13H37, une dépêche tombe depuis Kigali, qui fait état de l'enlèvement " *de trois ministres rwandais et de trois observateurs de l'ONU* " par " *la Garde Présidentielle* " [8]. A 16H55, une dépêche confirme que les " *trois observateurs militaires belges de l'ONU ont été tués* " [9], ils faisaient partie de la MINUAR. Ce qui est étrange avec cette information, c'est qu'elle n'a été reprise par pratiquement aucun autre organe de presse, alors que la mort des dix casques bleus belges, le 8 avril, a été très médiatisée. Si cette information est exacte, treize soldats belges auraient payé de leur vie leur présence au Rwanda, et non pas dix, comme le veut la version officielle.

La question se pose alors : ces soldats belges ont-ils vraiment été tués ?

2. Une grille de lecture ethniste de l'AFP ?

Dans tous les articles rédigés par l'envoyée spéciale à Kigali, Annie Thomas, le FPR est considéré comme " *l'ancien mouvement de rébellion armée de la minorité tutsie* " [10], les Tutsi sont " *l'ethnie minoritaire* " [11] et les Hutu, " *l'ethnie majoritaire* " [12]. Malgré le fait que le délégué du CICR ait mentionné que les massacres qui avaient lieu visaient en particulier " *les Tutsis* ", l'envoyée spéciale, le 10 avril, affirme qu'il y a " *vraisemblablement des milliers de cadavres dans la capitale et d'autres villes du Rwanda où Hutus et Tutsis se sont massacrés* " [13]. Que penser de cette phrase, alors que, cette fois-ci, l'envoyée spéciale est sur place à Kigali et doit bien être forcée de constater qu'il ne s'agit pas, comme elle l'entend, de " *massacres réciproques* " ?

Ce qui est étrange, c'est qu'il semble que l'AFP obtienne ses informations directement depuis le camp du gouvernement rwandais, sans aucun recul face aux paroles de ceux qui étaient en train de perpétrer un génocide. Ainsi, l'AFP, selon la théorie des génocidaires, annonce dans une dépêche que les milices Hutu se sont formées en résistance à l'attaque du FPR : " *Si la rébellion*

Tutsie a indéniablement gagné du terrain, notent les observateurs militaires à Kigali, elle n'a pas conquis la ville où ses éléments infiltrés semblent manquer d'un soutien essentiel, celui de la population à majorité hutue, qui s'est organisée en milices de résistance au FPR "[\[14\]](#)*.*

Le 28 avril, pour la première fois le terme "génocide" est employé dans une dépêche de l'AFP, non pas par un journaliste, mais par un membre de *Médecins Sans Frontières*... Il fait état "d'au moins 200000 morts", et affirme que "des milices civiles composées d'hommes et d'adolescents armés de machettes, de haches et de lances se sont livrés à une véritable chasse aux membres de l'ethnie Tutsie "[\[15\]](#)". Une heure plus tard, un membre du gouvernement intérimaire rwandais, en voyage à Paris, Jérôme Bicamumpaka (ministre des affaires étrangères), rectifiera auprès de l'AFP qu'il n'y a pas eu "plus de 10000 morts tutsis au Rwanda". Pour semer un peu plus le doute, il est fait mention dans la dépêche, de "massacres de Hutu par les Tutsi, après l'attentat du 6 avril, [qui] ont été provoqués par "des tueries " dans Kigali, la capitale, où étaient stationnés quelques 600 miliciens armés du FPR et environ 3000 membres du Front, en civil, selon lui "[\[16\]](#)". Il accuse " le FPR, composé de tutsis, d'être responsable de la mort de 20000 à 30000 Hutus au nord du pays ".

Donc, selon Bicamumpaka, les massacres auraient été perpétrés par les Tutsi et les miliciens seraient des membres du FPR... Comment l'AFP, qui sait forcément que cela est de la pure désinformation, peut-elle publier, sans aucun commentaire, de telles contrevérités ?

En mai, le génocide se poursuit et la responsabilité du camp gouvernemental devient de plus en plus indéniable. Pourtant l'AFP semble vouloir continuer à disculper le gouvernement intérimaire et ceux qu'ils appellent l' "armée régulière". Selon des sources assez vagues, la responsabilité essentielle dans les massacres serait celle des milices, qui seraient " mal contrôlées par le gouvernement " : " Des diplomates ont indiqué que, selon les informations dont ils disposent, les milices pro-gouvernementales, mal contrôlées par le gouvernement, portent une responsabilité majeure dans les massacres qui ont pour cible principale la minorité tutsie, colonne vertébrale du FPR, et les opposants hutus au régime actuel "[\[17\]](#)". Dans cet exemple, on voit bien le parti pris pour le gouvernement qui est en train de commettre un génocide et la vision ethniste qui dénigre la " minorité tutsie " en n'hésitant pas à en faire " la colonne vertébrale du FPR ".

Le 11 mai, B. B. Ghali, secrétaire général de l'ONU, déclare à la presse vouloir " arrêter le génocide ". Le fait est donc officiellement nommé, pourtant, dans la même dépêche, l'envoyée spéciale continue à le désigner sous les termes de " combats pour le contrôle de Kigali entre le Front Patriotique Rwandais (FPR, la rébellion tutsie) et les forces gouvernementales "[\[18\]](#)". Il est intéressant de noter que, la veille, le Président Mitterrand répondait à une interview télévisée. Lui se gardait bien d'employer le mot " génocide " et semblait vouloir se faire prier avant d'intervenir au Rwanda : " Nous voulons bien être les bons soldats de la paix pour les Nations Unies... Nous n'avons pas à nous substituer (à elles). Il faut qu'on nous le demande "[\[19\]](#)", a-t-il déclaré.

Le même jour, l'envoyée spéciale publie un article sur le FPR, qu'un convoi de l'ONU va rencontrer [\[20\]](#). La première chose à noter est le ton cynique, presque injurieux, dont les victimes du génocide sont présentées, déshumanisées. Les cadavres sont qualifiés de " charognes "... " Sur plusieurs kilomètres, l'odeur insupportable des charognes empeste les passagers du convoi de l'ONU qui monte vers Byumba pour rencontrer le chef des rebelles, le major général Paul Kagame ". Plus loin, recommence le refrain redondant de la théorie ethniste coloniale : " Les soldats, grands et minces comme beaucoup de Tutsis [...]. Beaucoup ne parlent pas français. Ils sont nés en Ouganda de parents rwandais émigrés en 1959 ou au début des années 60 pour fuir les massacres. [...] Trente sept ans, très maigre, lunettes rondes de myope, Paul Kagame est passé

maître dans l'art de la guérilla ”...

Deux jours plus tard, l'envoyée spéciale interroge le journaliste Robert Kajuga, Président des milices *Interahamwe*, qui affirme que ces dernières ont été créées pour “ *assurer la défense civile* ”^[21]. Dans cette dépêche, où une fois encore aucun recul n'est pris par rapport à la déclaration, le milicien dit : “ *Nous nous battons pour que le FPR ne prenne pas Kigali, nous préférons mourir* ”. Puis il affirme que “ *les Interahamwe n'ont pris les armes que tout dernièrement, quand le FPR a attaqué Kigali* ”, il continue : “ *Nous avons pris des armes à l'ennemi et l'armée nous en a données pour assurer la défense civile* ” et assure que “ *les massacres n'ont pas été organisés* ” par son mouvement. Il affirme également que la RTLM “ *n'appelle pas au meurtre, mais à la défense civile* ”...

Ces deux exemples illustrent bien le point de vue de l'agence de presse, qui est le même que celui de la classe politique française, et malheureusement, sensiblement le même que celui des génocidaires...

3. L'AFP : la voix des “ sources officielles ”...

Le 17 mai, l'AFP fait écho d'une déclaration du Haut Commissariat aux Réfugiés, organe de l'ONU, qui accuse le FPR de “ *continuer les massacres et tortures au Rwanda* ”^[22]. Le porte-parole du HCR, Ruppert Colville, s'appuie sur la déclaration d'un représentant du HCR (qui n'est pas nommé) et qui aurait vu à la frontière entre le Rwanda et la Tanzanie “ *des soldats tirer sur des réfugiés traversant la rivière pour se rendre en Tanzanie* [à cette date, la frontière entre la Tanzanie et le Rwanda était tenue par les troupes du FPR, NDLA] ”. Il aurait aussi reçu des témoignages de réfugiés qui lui auraient dit que le FPR aurait monté des “ *raids dans des villages voisins dont les habitants ont été conduits dans des écoles et mis en pièce à coup de machette et dans d'autres villages les habitants ont été jetés vivants, pieds et poings liés, dans la rivière Akagara* ”... D'après les descriptions faites par les réfugiés, il semble qu'il ne s'agisse pas des méthodes du FPR, d'autant que les armes décrites, les “ *machettes* ”, sont plus fréquemment utilisées par les milices extrémistes et que les corps jetés dans l'Akagera ont été reconnus comme étant largement l'œuvre des extrémistes^[23]. Il semble que cette accusation soit plutôt une “ accusation en miroir ”, mais pourquoi serait-elle lancée par une organisation Onusienne ?

Quelques heures plus tard, le FPR fait parvenir une déclaration à l'AFP, où il “ *dément commettre massacres et tortures* ”^[24]. Le représentant du FPR, James Rwego, dit même : “ *c'est de la propagande pour minimiser le génocide qui se commet au Rwanda. [...] Maintenant, ils [les forces gouvernementales et les miliciens] essaient de dire que le FPR fait la même chose, mais aucun témoin neutre n'a fait état de telles exactions* ”...

Le terme “ génocide ” ne sera employé par l'AFP, qu'à partir du 4 juin, après que des personnalités politiques ont daigné y faire référence, comme Philippe Douste-Blazy (ministre délégué à la santé) qui a parlé de “ *purification ethnique* ”^[25], ou encore Roland Dumas (ancien ministre des affaires étrangères), qui a critiqué la position du gouvernement sur le Rwanda où a lieu “ *un génocide, une extermination d'une communauté en fonction de ses origines ethniques* ”^[26]. Dans cette dépêche, l'envoyé spécial, David Chazan, annonce que “ *des miliciens extrémistes hutus*

tuent, torturent et violent des civils rwandais pris au piège derrière les lignes gouvernementales, tandis que les rebelles, principalement tutsis, gagnent du terrain sur une armée gouvernementale de plus en plus délabrée ” [27]. Il aura quand même fallu attendre deux mois, depuis le début des massacres, pour que l’agence de presse reprenne à son compte le mot “ génocide ”... Mais la responsabilité de ce dernier n’est encore imputée qu’aux miliciens.

Alors que le terme “ génocide ” devenait incontournable dans la presse, Alain Juppé, le 16 juin, fait une déclaration en faveur du “ double génocide ”, où il déclare : “ *La France, seul pays occidental représenté au niveau ministériel à la session extraordinaire de la commission des droits de l’homme à Genève, exige que les responsables de ces génocides soient jugés* ” [28]. Il semble que le ministre français des affaires étrangères soit forcé de reconnaître qu’il y a génocide, mais il ne semble pas pouvoir se résoudre à incriminer un camp plutôt que l’autre, et pour entretenir le flou sur les événements, renvoie les deux protagonistes dos à dos, les accusant réciproquement de “ génocides ”. Là encore, l’agence de presse ne prend aucune distance et reprendra le temps de quelques dépêches le terme de “ *génocides inter-ethniques* ” [29].

De cette analyse, il ressort effectivement que l’Agence France Presse n’était pas objective dans sa diffusion de l’information sur le Rwanda. Il reste à comprendre pourquoi les journalistes, qui sont tenus au respect de règles déontologiques précises, à savoir en particulier “ *La responsabilité des journalistes vis à vis du public prime toute autre responsabilité, en particulier à l’égard de leur employeur et des pouvoirs publics* ” [30], ont apparemment sciemment répercuté les thèses de la classe politique française, aux dépens de l’information objective du public. On peut dès lors douter de “ l’indépendance ” de cette agence de presse qui ne semble pas s’ériger en contre-pouvoir lorsque cela serait nécessaire...

David Maillard

[1] Voir annexe 15, dans le tome d’annexes du présent mémoire, P. 25. Interview de Jean Chatain par Isabelle Gaudin, in *Les crises rwandaises depuis 1959 vues à travers La Croix, L’Humanité et Le Monde*, mémoire de maîtrise, Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne, UFR d’histoire, 1996.

[2] Voir dépêche AFP du 06.04.94 à 21H16 : “ L’avion du Président rwandais atteint par des tirs près de Kigali ”, Bruxelles.

[3] Voir dépêche AFP du 06.04.94 à 21H48 : “ Un avion ayant à son bord les Présidents du Rwanda et du Burundi s’est écrasé à son arrivée à Kigali, selon le Quai d’Orsay ”, Paris.

[4] Voir dépêche AFP du 06.04.94 à 1H12 : “ L’avion a essuyé des tirs de roquettes, selon le représentant du Rwanda à l’ONU ”, New York.

[5] Voir dépêche AFP du 07.04.94 à 11H53 : “ Paris demande une enquête sur l’accident qui a coûté la vie aux Présidents rwandais et Burundais ”, Paris.

[6] Voir dépêche AFP du 06.04.94 à 23H36 : “ La République du Rwanda (Fiche technique) ”, Kigali.

[7] Voir dépêche AFP du 06.04.94 à 23H47 : “ Le Président Habyarimana (Biographie) ”, Paris.

[8] Voir dépêche AFP du 06.04.94 à 13H37 : “ Trois ministres rwandais et trois observateurs de l’ONU enlevés par la garde présidentielle ”, Kigali.

[9] Voir dépêche AFP du 06.04.94 à 16H55 : “ Trois observateurs militaires belges de l’ONU tués au

Rwanda ”, New York.

[101] Voir par exemple Annie Thomas pour l'AFP, le 08.04.94 à 9H51 : “ La guerre civile menace à Kigali ”, Nairobi.

[111] Voir par exemple Annie Thomas pour l'AFP, le 08.04.94 à 18H24 : “ Des milliers de morts à Kigali, selon le CICR ”, Bujumbura. D'ailleurs, dans cette dépêche, Jean-Pascal Chappa, coordinateur du Comité International de la Croix Rouge, déclare à propos des milliers de morts : “ *les Tutsis (l'ethnie minoritaire)* [précision apportée par l'AFP] *sont apparemment les premières victimes* ”.

[121] Voir par exemple Annie Thomas pour l'AFP, le 16.04.94 à 5H59 : “ La radio gouvernementale accuse l'Ouganda de soutenir activement le FPR ”, Kigali.

[131] Voir Annie Thomas pour l'AFP, le 10.04.94 à 18H50 : “ La mort et la fuite ”, Kigali.

[141] Voir AFP, le 15.04.94 à 16H49 : “ Les pourparlers entre le FPR et les forces gouvernementales ont commencé tandis que la bataille de Kigali s'enlise ”, Kigali.

[151] Voir AFP, le 28.04.94 à 15H26 : “ Un génocide en cours au Rwanda : 200000 morts, selon MSF ”, Bruxelles.

[161] Voir AFP, le 28.04.94 à 16H49 : “ Pas plus de 10000 morts tutsis au Rwanda selon un membre hutu du gouvernement de transition ”, Paris.

[171] Voir David Chazan pour l'AFP, le 09.05.94 à 12H43 : “ La pollution de l'eau fait craindre une épidémie de choléra tandis que les combats se poursuivent ”, Nairobi.

[181] Voir Annie Thomas pour l'AFP, le 11.05.94 à 15H53 : “ Les combats se poursuivent à Kigali, Boutros-Ghali veut “arrêter le génocide” ”, Kigali.

[191] Voir AFP, le 10.05.94 à 19H15 : “ Le Président Mitterrand : “nos soldats ne peuvent pas être les arbitres internationaux ” ”, Paris.

[201] Voir Annie Thomas pour l'AFP, le 11.05.94 à 18H23 : “ Rebelles, recrues du FPR et réfugiés se croisent sur la route du nord ”, Kigali.

[211] Voir Annie Thomas pour l'AFP, le 13.05.94 à 13H06 : “ Les miliciens hutus affirment assurer la défense civile ”, Kigali.

[221] Voir AFP, le 17.05.94 à 10H49 : “ Le HCR accuse le FPR de poursuivre massacres et tortures au Rwanda ”, Genève.

[231] Voir dans la première partie du présent mémoire, P. 32.

[241] Voir AFP, le 17.05.94 à 14H36 : “ Le FPR dément commettre massacres et tortures ”, Nairobi.

[251] Voir AFP, le 21.05.94 à 16H47 : “ “Nécessité urgente” de mettre en place des zones de sécurité, selon M. Douste Blazy ”, Paris.

[261] Voir AFP, le 23.05.94 à 17H55 : “ M. Dumas critique la politique du gouvernement à l'égard du Rwanda ”, Paris.

[271] Voir David Chazan pour l'AFP, le 04.06.94 à 8H48 : “ Le génocide se poursuit tandis que les rebelles continuent à gagner du terrain ”, Kigali.

[281] Voir AFP, le 16.06.94 à 8H42 : “ Alain Juppé : les responsables de ‘génocides’ doivent être jugés ”, Paris.

[291] Voir AFP, le 16.06.94 à 11H39 : “ La France tente de mobiliser pour le Rwanda ”, Paris.

[301] Propos tiré de la “ Déclaration des Devoirs et des Droits des Journalistes ”, publiée par le Syndicat National des Journalistes. Voir annexe 16, dans le tome d'annexes du présent mémoire, P. 28.

